

Le personnel de l'UE signe une lettre exprimant ses inquiétudes quant à sa gestion de la crise de Gaza

Description

Plus de 200 signataires invoquent « l'apathie persistante » de l'Union Européenne face au sort des Palestiniens et demandent un appel officiel au cessez-le-feu.

Par Ashifa Kassam, le 24 mai 2024



Les organisateurs espéraient initialement obtenir 100 signatures, mais ce nombre a été rapidement dépassé à mesure que la lettre s'est répandue. Photographie : JLBvdWolf/Alamy

Plus de 200 membres du personnel des institutions et agences de l'UE ont signé une lettre exprimant leur « inquiétude croissante » face à la réponse de l'Union à la crise humanitaire à Gaza, argumentant qu'elle va à l'encontre de ses valeurs fondamentales et de son objectif de promotion de la paix.

La lettre, signée par 211 personnes en leur qualité personnelle de citoyens et adressée aux trois plus hauts responsables de l'UE, commence par condamner les attaques du 7 octobre « dans les termes les plus forts ».

Citant l'arrêt rendu en janvier par la Cour internationale de justice, qui a [estimé qu'il existait un risque crédible pour les Palestiniens en vertu de la convention sur le génocide](#), la lettre avertit que « l'apathie persistante de l'UE face au sort des Palestiniens » risque de normaliser un ordre mondial dans lequel le simple recours à la force, plutôt qu'un système fondé sur des règles, détermine la sécurité, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique d'un État. »

« C'est précisément pour éviter un ordre mondial aussi sinistre que nos grands-parents, et au moins des horreurs de la Seconde Guerre mondiale, ont créé l'Europe », peut-on lire dans la lettre. « Rester les bras croisés face à une telle érosion de l'état de droit international reviendrait à faire échouer le projet européen tel qu'ils l'avaient envisagé. Cela ne peut se produire en notre nom. »

La lettre, communiquée en exclusivité au *Guardian*, a été rédigée par un petit groupe d'employés, a déclaré Zeno Benetti, l'un des organisateurs.

« Nous n'arrivons pas à croire que nos dirigeants, qui parlaient si fort des droits de l'homme et qui décrivaient l'Europe comme le phare des droits de l'homme, étaient soudain si silencieux »

face à la crise qui se déroulait à Gaza », a-t-il déclaré. « C'est comme si on nous demandait soudain de fermer les yeux sur nos valeurs et sur les valeurs pour lesquelles nous étions censés travailler. Et pour nous, ce n'était pas acceptable ».

Les organisateurs espéraient obtenir 100 signatures, un chiffre qui a été rapidement dépassé à mesure que la lettre se répandait. [Une version de la lettre rendue publique vendredi](#) ne mentionne pas les noms des signataires, les organisateurs leur ayant promis la confidentialité.

La lettre met en avant les nombreuses ONG qui ont appelé à plusieurs reprises à un cessez-le-feu, et ajoute : « L'incapacité de l'UE à répondre à ces appels de plus en plus pressants est en contradiction flagrante avec les valeurs que l'UE défend et que nous défendons. »

Elle demande instamment à l'UE [d'appeler officiellement à un cessez-le-feu immédiat et permanent](#), ajoutant cette demande à une liste de requêtes comprenant l'appel officiel à la libération de tous les otages et la garantie que les États membres mettent fin aux exportations d'armes directes et indirectes à destination d'Israël.

M. Benetti a souligné que l'initiative n'avait pas pour but d'être pro-palestinienne, ni d'adopter une position partisane sur le conflit. « Nous avons plutôt signé parce que nous pensons que ce qui se passe met en péril des principes de droit international que nous jugeons importants et que nous considérons comme acquis », a-t-il déclaré.

La lettre devrait être remise vendredi à Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, ainsi qu'à Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, et à Charles Michel, qui dirige le Conseil européen.

Cette manifestation intervient quelques semaines après que [plus de 100 membres du personnel de l'UE](#) ont défilé à Bruxelles pour protester contre la guerre menée par Israël à Gaza. « Nous nous rassemblons pacifiquement pour défendre les droits, les principes et les valeurs sur lesquels reposent les institutions européennes », avait alors déclaré à Reuters Manus Carlisle, membre du personnel de la Commission européenne.

Ashifa Kassam est la correspondante du Guardian pour les affaires communautaires européennes.

Source : [The Guardian](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

date créée
2024/05/24